



## Manifestation parallèle

### Budgétisation sensible au genre : un instrument stratégique pour la transformation économique et le développement inclusif de l'Afrique

#### Contexte

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont des principes consacrés dans d'importants cadres normatifs régionaux et internationaux. Les gouvernements africains se sont engagés à éliminer les inégalités entre les sexes à la fois par la ratification de conventions internationales et continentales et par des réformes internes juridiques, politiques et sociales. En dépit de cet engagement et des progrès significatifs réalisés, les inégalités entre hommes et femmes persistent en Afrique. Ainsi, les femmes africaines souffrent d'un écart de 13 points de développement humain en moyenne par rapport aux hommes. Les femmes et les filles africaines n'ont toujours pas le même accès aux services de base (éducation et santé) et à l'emploi. Le taux d'alphabétisation des femmes ne dépasse pas 50 % dans plus d'une douzaine de pays d'Afrique subsaharienne. D'après des données de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'accès des femmes au marché de l'emploi formel reste faible : 80 % des femmes d'Afrique sub-saharienne occupent des emplois précaires. Dès lors, la mise en place de politiques publiques africaines efficaces visant à lutter contre les inégalités, en particulier les inégalités entre les sexes, apparaît comme une nécessité. À ce propos, certains pays africains font toutefois figure d'exception en termes d'égalité des sexes et affichent une excellente performance dans les classements mondiaux. C'est le cas du Rwanda et de l'Afrique du Sud qui, en 2016, occupaient

respectivement les cinquième et quinzième rangs mondiaux selon l'indice mondial d'écart entre les sexes du Forum économique mondial. Le Maroc et la Tunisie font, quant à eux, figure de pionniers dans l'élaboration et la mise en œuvre de lois et de stratégies publiques visant à accélérer les efforts relatifs à l'égalité des sexes. Parmi ces stratégies, il est important de citer l'intégration de la dimension genre dans la planification socioéconomique, notamment dans le budget de l'État.

#### Objectifs

L'objectif principal de la réunion, organisée conjointement avec ONU-Femmes et le Ministère des finances du Maroc, est de mener une réflexion approfondie et pragmatique sur l'intégration du genre dans le budget comme instrument stratégique de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le contexte de développement actuel de l'Afrique.

#### Résultats escomptés

- Analyse des expériences de budgétisation sensible au genre en Afrique afin d'en appréhender les résultats, succès, défis et opportunités ;
- Examen des opportunités d'adoption de la budgétisation sensible au genre comme modèle novateur de financement public pour la réalisation des priorités de développement en Afrique ;

- Lancement d'une plateforme africaine d'échange pour la production de connaissances, d'outils d'aide à la décision et d'innovation en matière de budgétisation sensible au genre et lutte contre les inégalités à l'échelle africaine.

## Public cible

- Responsables de ministères des finances, de l'économie, de la planification, du commerce et de l'industrie ;
- Représentants de la société civile et du secteur privé ;
- Gouverneurs de banques centrales ;
- Organismes des Nations Unies.

## Date et lieu

La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA se tiendra à Marrakech (Maroc), du 21 au 26 mars 2019. La manifestation parallèle se tiendra, quant à elle, samedi 23 mars, de 9 heures à 11 heures, dans le salon Palmeraie de l'hôtel Palmeraie Golf Palace.

Pour plus d'information prière de contacter :

- Amal Elbeshbishi ([elbeshbishi@un.org](mailto:elbeshbishi@un.org))
- Sara Faivre ([sara.faivre@unwomen.org](mailto:sara.faivre@unwomen.org))
- Houda Filaly Ansary ([filali-ansary@un.org](mailto:filali-ansary@un.org))